



Communiqué du Sommet Pride7 pour le Canada 2025

Au sein du groupe Pride7, nous appuyons les valeurs du Groupe des Sept (G7) que sont les droits de la personne, la démocratie et la primauté du droit. Nous nous sommes réuni-es pour le premier Sommet Pride7 à Tokyo, le 30 mars 2023, sous la direction de la communauté japonaise lesbienne, gaie, bisexuelle, transgenre, queer, intersexe et asexuée (LGBTQIA+), qui se bat depuis des années pour les droits des personnes LGBTQIA+, y compris pour une loi inclusive quant à la non-discrimination, à l'égalité du mariage, au respect de l'autonomie physique et à l'autodétermination des genres. Le Canada assume la présidence du G7 en 2025, et nous reconnaissons qu'au Canada, nous utilisons l'acronyme 2SLGBTQIA+ pour signaler l'inclusion des personnes 2Spirit (2S). Le terme 2Spirit (« bispirituel » en français) est un terme général désignant les nombreuses identités traditionnelles autochtones qui ont été supprimées avec force par la colonisation. Le terme honore la nature fluide et diversifiée du genre et de l'attraction, ainsi que son lien avec la communauté et la spiritualité. Une personne peut choisir d'utiliser ce terme plutôt que, ou en plus, de s'identifier comme LGBTQIA+.

La déclaration ministérielle de Matera affirme l'engagement continu du G7 à faire progresser l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes, reconnaissant le rôle vital d'efforts coordonnés dans toute la société. En particulier, cette déclaration accueille favorablement la participation de diverses voix, y compris le nouveau groupe Pride7 (P7), qui annonce un avenir inclusif et plein d'espoir où toutes les identités sexuelles et de genre sont respectées et habilitées à contribuer à des changements transformateurs durables.

Alors que nous soulignons le 50^e anniversaire du premier Sommet du G7, nous reconnaissons que des personnes de partout dans le monde, à l'intérieur et à l'extérieur des pays du G7, continuent d'être confrontées à la violence et à l'inégalité, parfois à la torture ou à la mort, en raison de qui elles aiment, de quoi elles ont l'air, de comment elles s'expriment ou de qui elles sont. Les gouvernements du G7 devraient se présenter comme des leaders mondiaux et veiller à ce que leurs lois, politiques et pratiques respectent les normes internationales en matière de droits de la personne. Ils devraient assurer leur mise en œuvre en respectant les engagements pris par le G7 à l'égard de l'aide publique au développement (APD) pour protéger les personnes LGBTQIA+ et prendre des mesures énergiques pour lutter contre les abus et le harcèlement partout dans le monde.

Nous appuyant sur la visibilité des questions d'orientation et de caractères sexuels ainsi que d'identité et d'expression de genre (OCSIEG) sous les présidences du G7 au Royaume-Uni, en Allemagne, au Japon et en Italie, nous demandons donc aux gouvernements du G7, sous la présidence canadienne, de promouvoir et de renforcer leur soutien politique et financier ainsi que leurs protections dans les domaines liés aux questions d'OCSIEG. Pour aller de l'avant, les enjeux liés aux questions d'OCSIEG doivent être inclus dans les communiqués des leaders du

G7 afin de reconnaître les expériences uniques et discriminatoires vécues par les personnes LGBTQIA+ dans la société.

Afin d'exhorter les leaders du G7 à inclure de façon plus significative les enjeux liés aux questions d'OCSIEG au sommet des leaders du G7 de cette année, Pride7 a regroupé de nombreux appels qui transcendent les sujets de la démocratie, de l'action humanitaire, de la durabilité économique, de la résilience face aux changements climatiques, de l'égalité des genres et de l'équité en matière de santé, dans le but d'aider les pays du G7 à devenir activement plus inclusifs pour les personnes LGBTQIA+. Le communiqué de Pride7 de 2025 est lié à un événement en cours où les confrencier·ères approfondiront les concepts et les recommandations qui sont explorés ici. La version intégrale du Sommet Pride7 sera disponible à l'adresse suivante : www.pride7.org.

Maintenir la démocratie, renforcer les cadres juridiques et faire progresser la protection des droits de la personne

La démocratie dépend de la pleine inclusion et protection des personnes LGBTQIA+, ce qui exige des mesures pour prévenir la discrimination, la violence et la stigmatisation tout en renforçant les systèmes de soutien pour les personnes à risque de préjudice. Face à l'autoritarisme croissant dans le monde entier, y compris dans les pays du G7, les gouvernements doivent s'engager de nouveau à contrer les attaques croissantes contre les institutions démocratiques et à réaffirmer les droits de la personne pour tout le monde, quel que soit le statut en matière d'enjeux liés aux questions d'OCSIEG. Les lois garantissant l'égalité des chances, la reconnaissance juridique des genres au moyen de l'autodétermination et la protection contre la discrimination et la violence pour les personnes transgenres, non binaires et de genre non conforme doivent être promulguées et appliquées, et l'égalité des personnes LGBTQIA+ doit être intégrée dans tous les secteurs de politique.

1. Adopter des mesures pour prévenir la discrimination et la stigmatisation à l'égard des personnes LGBTQIA+, et renforcer les systèmes de soutien pour les personnes qui sont à risque de violence, d'isolement et de pauvreté.
2. Lutter contre le mouvement anti-genre en condamnant la montée de la haine et en réaffirmant l'engagement du G7 à promouvoir les droits de la personne de toutes les personnes, quel que soit leur statut en matière d'enjeux liés aux questions d'OCSIEG.
3. Protéger les personnes nées avec des différences dans leurs caractères sexuels, aussi appelées personnes intersexes, contre les interventions médicalement inutiles et non consentuelles à des fins de « normalisation » de leur corps. Veiller à ce que les personnes intersexes aient accès à des soins de santé fondés sur leur consentement individuel éclairé et sans obstacle lié au sexisme, à la pathologisation et à la stigmatisation. Les personnes intersexes devraient pouvoir déterminer elles-mêmes leur identité de genre et leurs besoins en matière de santé indépendamment du sexe qui leur a été assigné à la naissance, des normes binaires ou hétéronormatives liées au genre, ou d'autres stéréotypes de genre.
4. Promulguer de nouvelles lois et appliquer les lois existantes sur l'égalité des chances et la protection contre la discrimination et la violence afin de réduire les obstacles et de maintenir l'égalité et l'équité pour les personnes transgenres, non binaires et toutes les

autres personnes au genre non conforme. Cela comprend la reconnaissance juridique des genres sur la base de l'autodétermination.

5. Promouvoir l'intégration uniforme de l'égalité des personnes LGBTQIA+ dans tous les domaines stratégiques en mettant en œuvre les mesures juridiques, financières, éducatives et toutes les autres mesures viables nécessaires.
6. Veiller à ce que les gouvernements hôtes du G7 fassent preuve de leadership dans l'accomplissement de leur devoir en instituant des lois qui garantissent l'égalité indépendamment du statut en matière d'enjeux liés aux questions d'OCSIEG, conformément aux normes internationales en matière de droits de la personne, y compris dans les formes de législation sur la non-discrimination, l'égalité du mariage, l'autonomie physique et l'autodétermination des genres.
7. Reconnaître Pride7 en tant que groupe officiel de mobilisation de la société civile, aux côtés des sept groupes officiels existants du G7, comme Women7, Civil7 et Youth7, et s'engager à consulter Pride7 tout au long des processus du G7.
8. Renforcer la Coalition pour les droits égaux (ERC), un organe intergouvernemental de 45 pays membres chargé de protéger les droits des personnes LGBTI, en tant que membres proactifs et en prenant des engagements et en soutenant financièrement sa structure pour faire avancer ses objectifs.
9. Appeler tous les pays à reconnaître le caractère central des libertés d'expression et de réunion pour les institutions démocratiques et les droits des communautés minoritaires, à dénoncer les tendances mondiales limitant ces droits et à encourager la célébration pacifique de la fierté de la communauté LGBTQIA+ et des manifestations connexes pour les droits, l'autonomie physique et l'égalité dans les pays du G7 et au-delà.

Paix, stabilité et action humanitaire

Les personnes LGBTQIA+ font face à des risques accrus lors de crises et de conflits humanitaires. Alors que la guerre affaiblit souvent la primauté du droit et intensifie les inégalités sociales, une impunité accrue pour la violence se manifeste, et les personnes LGBTQIA+ deviennent des cibles fréquentes de violence, de discrimination et de préjudice. Même pendant les interventions en cas de crise, la stigmatisation juridique et culturelle persiste, ce qui rend l'aide et les services inaccessibles et dangereux pour les personnes LGBTQIA+. La confluence de l'exclusion juridique, sociale et institutionnelle fait en sorte que les personnes LGBTQIA+ ont peu de recours en matière de sécurité ou de réparation, ce qui aggrave leur exposition à des préjudices dans des situations précaires et dangereuses. Même en temps de paix, les personnes LGBTQIA+ vivent une exclusion qui les place dans des situations vulnérables. Selon l'expert·e indépendant·e sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre (EI OCSIEG), de nombreuses personnes LGBTQIA+ font face à des déplacements forcés puisqu'elles sont à la recherche d'environnements plus sécuritaires. Le nombre de personnes LGBTQIA+ qui subissent un déplacement forcé ne fera qu'augmenter au cours des prochaines années, en partie à cause des effets néfastes de la fragilité socioéconomique et de la dégradation du climat. L'année 2025 marque également le 25^e anniversaire de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité. Les appels, comme ceux de Women7, ont fait écho au manque de volonté des membres du G7 à cerner le lien entre les conflits et les inégalités entre les genres.

10. Affirmer le droit à la protection des réfugié·es pour les personnes qui fuient la persécution, même parmi les pays du G7, sur la base de questions liées à l'OCSIEG, et reconnaître les vulnérabilités uniques et chevauchantes des réfugié·es LGBTQIA+ à toutes les étapes du cycle migratoire du déplacement et de la réinstallation.
11. Demander une attention urgente et renouvelée à l'échelle mondiale face aux nombreuses crises humanitaires en cours, comme en Afghanistan, en Haïti, au Myanmar, au Soudan et en Ukraine. De plus, selon la Cour pénale internationale (CPI) et la Cour internationale de justice (CIJ), les hostilités et la violence en Palestine entraînent un risque plausible de génocide à Gaza et de crimes de guerre présumés commis contre des populations civiles. Nous demandons à tous les pays du G7 de réaffirmer leur engagement à défendre les droits de la personne et la dignité de toutes les personnes vivant dans des régions touchées par un conflit, et de reconnaître que les personnes LGBTQIA+ devraient être indépendantes de toute violence et ne jamais servir de justification pour la violence.
12. Exhorter les pays du G7 à se joindre au Groupe de La Haye pour réaffirmer l'importance du droit international, notamment en ce qui a trait au maintien des décisions de la CIJ et de la CPI.
13. Affirmer la responsabilité des pays membres du G7 non seulement d'être prêts à participer au programme sur les femmes, la paix et la sécurité (FPS) d'une manière plus transformatrice, mais aussi d'être prêts à cerner les lacunes que présentent de nombreux membres en ce qui concerne l'impact des conflits sur les personnes LGBTQIA+, qui ont fait en sorte que de nombreuses personnes LGBTQIA+ sont victimes de persécution lors des conflits et des crises.

Durabilité économique, équité et résilience face aux changements climatiques

Dans un contexte de recul croissant de l'aide internationale, en particulier dans les pays et les régions où le soutien aux communautés marginalisées peut faire la différence entre la vie et la mort, le G7 a un rôle crucial à jouer dans le respect des normes mondiales en matière de droits de la personne. En tant qu'économies démocratiques de premier plan, les membres du G7 ont l'influence et la responsabilité de veiller à ce que les droits et la dignité des personnes LGBTQIA+ soient intégrés de façon significative dans la politique étrangère, l'aide au développement et l'engagement multilatéral. Face à l'incertitude mondiale, ce moment représente à la fois un défi et une occasion pour le G7 de réaffirmer son engagement et d'émerger en tant que voix plus visible et plus unifiée dans la protection et la promotion des droits des personnes présentant des enjeux liés aux questions d'OCSIEG dans le monde. Le harcèlement en ligne et les préjugés algorithmiques continuent de réduire au silence et de marginaliser les voix LGBTQIA+, particulièrement lorsque le contenu lié aux personnes LGBTQIA+ est signalé à tort.

14. Reconnaître les répercussions disproportionnées de la crise mondiale actuelle dans les domaines de l'aide au développement, des interventions d'urgence et du financement mondial sur la communauté LGBTQIA+ et les autres communautés minoritaires, et s'engager à accroître le financement pour la société civile LGBTQIA+, et en partenariat avec celle-ci, afin de soutenir les droits fondamentaux et les possibilités des personnes LGBTQIA+ dans tous les pays et toutes les régions.

15. Maintenir et promouvoir la primauté du droit pour protéger les droits des personnes LGBTQIA+ afin de s'attaquer à la discrimination et aux obstacles à l'emploi et à la stabilité économique, à la résilience face aux changements climatiques et à l'accès égal aux systèmes d'éducation, de soins de santé et de services sociaux à l'intérieur et à l'extérieur de leur pays.
16. Fonder l'action climatique et environnementale sur les idéaux des droits de la personne et de la justice, tout en reconnaissant que les peuples autochtones ont toujours été les gardiens des écosystèmes vitaux. Les membres du G7 doivent veiller à ce que les communautés LGBTQIA+ aient leur mot à dire dans les processus décisionnels entourant l'action climatique et doivent dissiper la désinformation qui associe les catastrophes climatiques aux droits de la personne des membres de la communauté LGBTQIA+.
17. Assurer la participation pleine, égale, sécuritaire et significative des personnes LGBTQIA+ dans toutes les sphères de la société, y compris la politique, l'économie, l'éducation, l'emploi (formel et informel), les soins de santé, le bien-être social, la culture et les sports, l'institution du mariage et la reconnaissance juridique des familles dans toute leur diversité.
18. Investir dans l'élaboration d'ensembles de données inclusifs, la responsabilité éthique, la protection de l'inclusion et la connaissance des risques et des avantages liés à la création de produits alimentés par l'intelligence artificielle. En tant que membres de P7, nous recommandons fortement que l'on tienne compte de la façon dont les technologies émergentes, y compris les systèmes biométriques, la surveillance de l'intelligence artificielle et les programmes d'identification numérique, peuvent nuire de manière disproportionnée aux personnes LGBTQIA+, particulièrement dans des environnements répressifs ou non réglementés.
19. Il est essentiel pour tous les gouvernements du G7 de renforcer les politiques en matière de diversité, d'équité et d'inclusion (DEI) au sein des institutions publiques et de promouvoir activement leur adoption dans le secteur privé. Les politiques de DEI sont des outils puissants pour favoriser des milieux de travail inclusifs et tolérants et cultiver une culture d'inclusion, apportant des avantages importants non seulement aux groupes sous-représentés, mais aussi à l'économie en général. Les pays du G7 doivent faire face à la désinformation qui affirme que la DEI contribue à une main-d'œuvre moins qualifiée.

Égalité des genres et équité en santé

Au sein des pays du G7 et partout dans le monde, nous assistons à une augmentation des attaques contre les femmes dans toute leur diversité, ainsi que contre les personnes de diverses identités de genre et de sexualité. Il est prouvé que la régression des politiques et les lois qui visent à limiter les droits sexuels et reproductifs contribuent à ce climat de violence et d'intolérance. Les crises sanitaires, comme la pandémie de COVID-19 et l'épidémie de VIH, ont poussé davantage les personnes LGBTQIA+ vers les périphéries de la société et elles ont révélé de profondes inégalités dans leur accès aux systèmes de soins de santé des pays du G7 et du monde entier. De même, les changements dans les politiques et l'aide au développement ont également laissé des populations clés sans accès à des médicaments vitaux contre le VIH et à des services essentiels.

20. Protéger les personnes LGBTQIA+ contre l'escalade de la violence et de la rhétorique qui cherche à perpétuer les préjugés et la désinformation en mettant en lumière la discrimination structurelle et la violence découlant des normes hétéronormatives de genre.
21. Investir dans des programmes ciblés pour le logement, la santé, la santé mentale et la revitalisation culturelle adaptés aux personnes LGBTQIA+ afin de combler les lacunes exacerbées par la discrimination intersectionnelle.
22. Protéger les familles dans toute leur diversité, y compris par des reconnaissances juridiques qui respectent les familles LGBTQIA+ et leurs structures de prestation de soins. Le droit de toute personne à fonder une famille doit être respecté, y compris l'accès aux techniques de procréation assistée.
23. Investir dans la structure de la santé mondiale, au moyen d'une 8^e reconstitution des ressources entièrement financée pour le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme et de la participation d'autres partenaires multilatéraux tels que l'ONUSIDA et l'OMS, engagés à protéger et à promouvoir les droits, la santé et la dignité de nos communautés dans les pays en situation de pauvreté et à revenu intermédiaire pour mettre fin au VIH/sida.
24. Recueillir des données désagrégées sur les expériences des personnes LGBTQIA+ pour toutes les priorités de développement, y compris la santé, l'éducation et le logement.

* Veuillez noter que l'adoption de ce communiqué de Pride7 signifie le soutien aux valeurs des droits de la personne, de la démocratie et de la primauté du droit.

* Les termes utilisés dans ce communiqué sont fondés sur des discussions au sein de la communauté internationale, ainsi que sur des discussions et des réalisations antérieures du G7 et du W7.

* Nous reconnaissons que la façon dont les minorités sexuelles et de genre s'identifient devrait être respectée.

